

Courrier

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **38 (2001)**

Heft 1473

PDF erstellt am: **15.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>

Les écrivains romands, la langue et la politique

Poser les mêmes questions, si possible un peu bizarres, à des écrivains, espérer de leur part des réponses très ouvrées, très littéraires et ensuite publier le tout, voilà un exercice pas très original, déjà pratiqué par les surréalistes dans les années vingt du siècle passé. Or, quand il s'agit d'écrivains romands (ils y sont presque tous, à l'exception de Chessex) sollicités par Patrick Amstutz, qui répondent à un ensemble de cinq questions regroupées sous le titre général «la langue et la politique», le résultat s'avère passionnant.

Il est vrai que la dernière interrogation s'énonce ainsi: «S'il y a attachement à une terre et/ou à une langue partagée avec d'autres, cela n'exige-t-il pas une participation à la vie de la cité? Comment dès lors se concrétise votre engagement de citoyen-ne?». Les réponses nous fournissent un bon panorama du rapport de l'écrivain

romand avec l'engagement civique et la politique.

Le résultat ne surprendra pas. La politique est tenue à distance, en lisière, bridée, dans la presque totalité des cas. L'un des auteurs les plus connus, Pierre-Alain Tâche, écrit que «la finalité que j'assigne à l'action poétique exclut que cette dernière soit le vecteur d'un éveil politique». Un autre poète, Pierre Voélin déclare «que la plupart des écrivains connus, dans ce pays, semblent se soucier comme d'une guigne de la question politique».

Le Fribourgeois Jean-Dominique Humbert se demande si «l'attachement à la langue implique un engagement dans la cité?». La réponse qu'il donne est négative. Avec d'autres il mentionne quelques exceptions comme la création du canton du Jura et l'apport des écri-

vains, analyse confirmée par Alexandre Voisard, l'un des acteurs de cette période. Georges Haldas avoue franchement que le Proche-Orient ou les Balkans l'intéressent beaucoup plus que sa ville de Genève. Daniel de Roulet écrit que «son engagement auprès de ses concitoyens consiste à leur promettre qu'il restera à bonne distance pour continuer à mettre en scène leur monde».

Anne-Lise Grobéty semble quelque peu désenchantée par sa dizaine d'années de députée socialiste au Grand Conseil neuchâtelois. Elle se demande si cet engagement ne signifie pas l'échec de la littérature. En fait, ce sont les écrivains les plus âgés, ceux qui ont accompli la traversée du 20^e siècle qui accordent le plus d'importance à l'engagement politique. Yvette Z'Graggen parle de sa jeunesse

nourrie de Sartre et de Camus et de l'importance d'utiliser sa «petite notoriété d'écrivain» pour signer des pétitions. Et bien sûr Gaston Cherpillod dans la grande pose de l'éternelle victime: mal vu de la droite, regardé de travers par la gauche, fiché à Berne et non réélu par un souverain dont il avait selon lui offusqué les sentiments. Terminons peut-être par Christophe Gallaz qui nous dit que «pour reprendre la phrase de Rimbaud, il faut savoir que la vraie langue comme le vrai pays [...] et finalement comme la vraie vie, sont ailleurs.» Beaucoup de nos écrivains apparaissent, dans ce très stimulant petit livre, comme définitivement nulle part, ce que personne ne songe à leur reprocher, mais ce que l'on peut parfois un peu regretter. *jpg*

Patrick Amstutz, *La langue et le politique*, l'Aire, 2001.

Courrier

Une gauche neuchâteloise victorieuse

Par un courrier paru dans l'édition de *Domaine Public* du 4 mai, M. Samuel Roller adresse ses condoléances «à une amie meurtre, la gauche neuchâteloise». Le parti socialiste y est, selon lui, «battu, divisé, presque anémié, comme désabusé». C'est ainsi que le PSN a appris avec effroi qu'il était à ce point déconfit et que la gauche neuchâteloise était «meurtre». Peut-être est-ce là l'effet du miroir déformant que la presse a tendu au canton de Neuchâtel après les élections cantonales du 8 avril dernier. La gauche y apparaissait en échec pour avoir manqué

d'un cheveu la majorité qu'elle s'était fixée comme objectif ambitieux de prendre. Et pourtant, atteignant 49,2% des suffrages au Grand Conseil, en progression de 2,2%, elle a bel et bien gagné! Qui plus est, pour la première fois depuis 1960, elle gagne lors de deux élections successives, marquant une nouvelle progression après celle de 1997 (+4,7%). Il n'est pas d'autre canton, Genève excepté, où la gauche soit si forte. Pour l'élection au Conseil d'Etat, il s'en est fallu de moins de 300 suffrages qu'un deuxième tour, toujours favorable à la gauche, n'ait lieu. Certes, le PSN cède un

peu de terrain à ses alliés du groupe PopEcoSol, mais il reste largement la plus grande formation politique du canton. Avec 55 sièges (+2) contre 60 à la droite (-2), le nouveau Grand Conseil sera loin d'être la chambre d'enregistrement d'un Conseil d'Etat que la nouvelle élue libérale Sylvie Perrinjaquet rêve de tirer à droite. Gageure suprême, la gauche a gagné face à une droite qui avait pour seul slogan «moins d'impôts». La sollicitude de M. Roller est donc touchante mais un peu déplacée.

Pierre Bonhôte, président du parti socialiste neuchâtelois